



Emmanuel Grégoire pour Paris : « Ma boussole, c'est l'intérêt général »

Invité par [Sophie de Menthon](#), présidente du mouvement patronal Éthic, Emmanuel Grégoire, candidat de l'Union de la gauche et des Écologistes, a défendu son programme intitulé "Paris est à vous".



Emmanuel Grégoire, candidat de l'Union de la gauche et des Écologistes à la mairie de Paris, ancien adjoint à la maire de Paris, député PS et conseiller de Paris, était invité par [Sophie de Menthon](#), présidente du think tank Éthic, à participer à un cycle de conférences intitulé : "Les élections municipales parisiennes : Qui pour sauver Paris ?". Il a donc, comme Sarah Knafo et Rachida Dati avant lui, profité de cette occasion pour présenter les grandes lignes de son programme "Paris est à vous !", un document de 32 pages avec plusieurs dizaines de thématiques. Il a particulièrement fait un focus sur les entreprises.

Les entreprises, levier fondamental du dynamisme économique de Paris

Ancien chef d'entreprise, startuper à la fin des années 1990, il a

longtemps dirigé un cabinet de conseil, avant de se consacrer à la politique. Il a débuté auprès de Bertrand Delanoë dans le 12^e arrondissement, qui l'a notamment recruté pour ses compétences en matière d'entrepreneuriat, de financement et d'innovation. Puis, il a rejoint le cabinet de Jean-Marc Ayrault jusqu'en 2014. Il a alors été élu membre du conseil de Paris, puis adjoint à la maire de Paris, avant de devenir son Premier adjoint, de 2018 à 2024.



"L'entreprise, c'est fondamental. Quand on veut partager la valeur, il faut aussi en créer. La question du dynamisme économique du territoire est fondamentale et occupe une place très importante dans le socle programmatique que nous avons", a-t-il affirmé. Il a également annoncé être très sensible au sujet de la place économique de Paris et du Grand Paris.

Permettre à Paris et au Grand Paris de prendre en marche les

vagues d'innovation à venir "Ma préoccupation est immense sur la vie économique parisienne, et à plusieurs égards", a-t-il alors témoigné. Parmi ses inquiétudes, la mondialisation des échanges et l'émergence dans les grands centres urbains de la place des économies de plateformes qui créent une crise mondiale de retail. "Les rideaux baissés des commerces ne sont que la partie la plus visible d'une déstructuration profonde du tissu industriel, en particulier européen. L'industrie textile est quasiment morte, l'industrie de l'ameublement est morte et des secteurs entiers sont en train de se faire bousculer", a dénoncé l'élu, qui a critiqué "l'attentisme coupable du Gouvernement".

Par ailleurs, il estime que la révolution numérique et l'IA engendreront des gains de productivité qui impacteront massivement les niveaux d'emploi des métiers historiquement à très forte valeur ajoutée, qui verront alors leur masse d'emplois décroître. "Nous avons besoin d'accompagner nos grands champions industriels sur ces mutations, mais la condition pour cela c'est que le Grand Paris et Paris restent un territoire de croissance, que nous ne rations pas les grandes vagues d'innovation à venir", a-t-il alerté.

Inciter les grandes entreprises à investir dans l'innovation Le territoire du Grand Paris a des atouts immenses, notamment un système d'éducation et de recherche

fondamentale très performant sur le plan mondial, comme à Saclay. Pour Emmanuel Grégoire, la Ville de Paris a besoin de créer des collaborations qui incluent les grands pôles de recherche franciliens pour faire de l'Île-de-France la première région universitaire de recherche et d'innovation du monde. Là où le bât blesse est la question du financement de l'innovation et de la croissance des entreprises. Les grandes fortunes du pays ont assez peu d'appétence, hormis quelques grands noms, à investir une part de leurs capitaux dans l'innovation. Pour y remédier, Emmanuel Grégoire souhaite créer un comité d'investissement qui accompagnera l'exécutif du conseil de Paris : un conseil scientifique, chargé de mettre en place les politiques d'évaluation, des études d'impact, etc., un conseil économique, social et environnemental et un conseil d'investissement où seront regroupés les grands fonds d'investissement, identifiés la disponibilité de capitaux et les thématiques sur lesquelles les grandes entreprises pourraient investir à Paris.

Donner envie aux entreprises de rester à Paris, notamment à travers le salaire et le logement

Sur le sujet épineux de la captation de talents français à l'étranger, soulevé par la présidente d'Éthic, le candidat relève deux phénomènes à corriger : "nous formons des talents exceptionnels qui s'en vont pour des problèmes de salaire et à cause du problème de financement", faute à l'absence de capitaux suffisamment disponibles. "Nous avons besoin de dégager des capitaux de l'innovation et je crois que l'État devrait s'en soucier".

Emmanuel Grégoire entend mettre en place des politiques proactives pour attirer de l'investissement et de

la main-d'œuvre à Paris. "J'ai besoin que les contributeurs pour financer les politiques que nous mettons en œuvre à Paris", a-t-il admis.

Toujours en matière d'attractivité et de compétitivité, Emmanuel Grégoire défend l'investissement de Paris dans le logement social. "Pour la compétitivité de nos entreprises, c'est indispensable de continuer les HLM, parce qu'aujourd'hui, 80 % des salariés sont exclus du marché libre parisien. C'est un enjeu de compétitivité à long terme essentiel pour garder des emplois de toutes catégories", a-t-il relevé.

La dette à Paris n'est pas un problème, selon Emmanuel Grégoire Interrogé par [Sophie de Menthon](#) sur l'impact de ces politiques économiques sur la dette de la capitale, le candidat a indiqué que l'endettement des entreprises est un levier indispensable pour le financement de l'innovation. "Nous avons besoin de dettes pour financer nos investissements", a répondu Emmanuel Grégoire, soulignant que les collectivités territoriales ne peuvent d'ailleurs s'endetter que pour investir.

En ce qui concerne la dette de Paris, le candidat de la gauche n'y voit aucun problème et estime que la capitale n'est pas trop endettée. Faisant un bilan du mandat d'Anne Hidalgo sur ce point, l'élu a précisé que si la dette a augmenté de 5 milliards d'euros, dans le même temps les actifs sont passés de 24 à 47 milliards d'euros, grâce à des investissements dans de la pierre à des taux très bas.

Et d'insister en observant que les agences de notation ne s'inquiètent pas de la dette parisienne, eu égard aux bonnes notes qu'elles lui attribuent.

Le candidat vise un excédent budgétaire de 800 millions d'euros

en début de mandature Toutefois, il l'admet, qu'il faut "changer de stratégie financière". Pour cela, il veut atteindre 80 % de financement des investissements par de l'autofinancement pour faire des économies et dégager des excédents budgétaires. "J'ai une cible d'excédent budgétaire de 800 millions d'euros en début de mandature, jusqu'à un milliard d'excédent budgétaire fin de mandature et à peu près 500 millions d'euros de recettes d'investissement par an par de la cession d'actifs", explique-t-il.

"Je suis le candidat de la gauche qui considère qu'on doit utiliser de l'argent disponible pour des investissements au service de l'intérêt général et que notre ville a les moyens de le faire", a-t-il affirmé.

Un dialogue avec les maires voisins, même d'opposition sur de nombreux sujets, comme les mobilités

Sur les mobilités et le stationnement à Paris, Emmanuel Grégoire entend mieux adapter la tarification au secteur professionnel, mettre en place des tarifs de stationnement résidentiels attractifs dans les parkings souterrains et créer des places de stationnement réservées aux artisans et aux professionnels intervenant à domicile.

Il a réitéré son opposition à la suspension des ZFE, un outil pour ceux qui souffrent le plus de l'exposition à la pollution, et a d'ailleurs rappelé que la Mairie de Paris a réussi à baisser la pollution de 50 % en 10 ans. Il souhaite mener des études d'impact à l'échelle métropolitaine, impliquant la Région Île-de-France, la Métropole et la Préfecture de région qui a la charge, sur le plan juridique, de s'assurer de la soutenabilité des plans de



circulation.

Enfin, il a assuré être prêt à travailler avec l'ensemble des autres municipalités, la Métropole du Grand Paris et la Région, même si les besoins des Parisiens sont une priorité.

“J’ai bien l’intention d’assumer dans le dialogue avec les communes limitrophes, avec la Région Île-de-France. Dans la gouvernance qui sera la mienne, j’aurai une association avec les élus d’opposition, avec les maires d’arrondissement, quelles que soient

leurs couleurs politiques, et dans le dialogue avec les corps intermédiaires”.

“Je veux embarquer tout le monde dans cette aventure. Nous ne serons jamais d’accord sur tout, tout le temps, mais ma boussole, c’est l’intérêt général et la légitimité démocratique qui me sera donnée par les électeurs”, a-t-il conclu. n

Lila Daoui et Boris Stoykov ■

